Mali : la transition militaire pour éviter l’effondrement de l’État

Le 09-10-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales.

Le 9 octobre 2020

Paralysé par une profonde crise sécuritaire et politique depuis de nombreuses années, le Mali vit une situation exceptionnelle.
Le coup d'État du 18 août 2020 a été légitimé par de violentes manifestations, régulières, organisées ou soutenues par le Mouvement du 5 juin. Cette coalition, hétéroclite, a canalisé l'exaspération des Maliens, les a fait descendre par milliers dans la rue pendant plusieurs mois (depuis le 5 juin 2020) contre le pouvoir du Président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et a obtenu sa démission.

Bien qu'au creux des vacances d'août la dénonciation du putsch fut générale, mécanique, automatique, tant par les institutions régionales (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest - CEDEAO) que par les institutions internationales et quelques gouvernements étrangers…les sanctions destructrices se sont mis à pleuvoir sur Bamako…

Condamnations sans aucune considération pour les populations meurtries par dix années de terrorisme, ni d'attention pour les dégâts liés à la Covid-19, ni sensibilité à la vulnérabilité d'une armée mobilisée sur plusieurs fronts depuis 2012.

Pour les Maliens, c'est inacceptable voire méprisant. Aucune « démocratie » ou institution internationale n'a interpellé ou condamné la gestion financière du pays, les manœuvres autour des récentes élections législatives et les nominations des membres de la Cour constitutionnelle par IBK.

Pour apprécier la réalité du Mali, il faut tenir compte de l'extrême précarité de ses institutions civiles et surtout militaires. Fragilisé par des années de guerre civile, particulièrement depuis 2012, le Mali est le foyer de multiples confrontations armées. L'armée malienne, appuyée par les forces des Nations Unies et surtout celles, plus opérationnelles, de la France, peine face à la crise sécuritaire.
Le nombre des réfugiés, celui des déplacés internes et des victimes des violences inter-ethniques, ou liées au maintien de l'ordre, ne cesse de croître.

Le coup d'État du 18 août 2020 interpelle les démocraties et en premier lieu la France, pays le plus présent dans la région. Engagée militairement et financièrement depuis 2013 au Mali et dans le Sahel, la communauté internationale néolibérale s'enlise. Ses troupes y sont attaquées sur deux fronts : celui du terrorisme, des trafics et trafiquants en tous genres et celui, aussi pervers, formé par une partie active des opinions nationales et régionales opposée aux forces étrangères.
Ce contexte politico-militaire malsain, alimenté par les réseaux sociaux souvent manipulés, appelle à la vigilance et au rejet dogmatique du coup d'État militaire, soutenu, d'ailleurs, par une grande majorité de la population.

L'internationalisation de la crise déjà engagée avec la présence de troupes étrangères, ne doit pas l'être diplomatiquement. Il appartient aux Maliens de décider par eux-mêmes. Un recours à la guerre, un accroissement des sanctions d'une pseudo communauté internationale peuvent précipiter le Mali et plus généralement tout le Sahel, dans une aire de grande instabilité. Ce danger ne doit pas être sous-estimé. Les souvenirs des guerres civiles des pays voisins – Liberia, Sierra Leone et Côte d'Ivoire – sont encore dans les mémoires.

Le coup d'État malien est plus complexe qu'il n'y paraît. Il est le résultat d'un échec de l'action politique et militaire menée depuis des années au niveau national. Il montre aussi les limites et les échecs de l'action militaire et diplomatique internationale dans un pays ethniquement divisé. Il fait, enfin, apparaître le risque d'implosion d'un pays assisté, dans l'incohérence, par des acteurs extérieurs et nationaux…comme en Afghanistan, en Libye, en Somalie ou au Yémen.

Dans ce contexte, la meilleure assistance à fournir aujourd'hui au Mali est d'aider à la cohésion de son armée ou à ne pas la fragiliser davantage.

La transition dirigée par des militaires pour une période de 18 mois peut redresser le pays ou, au moins, éviter son effondrement. Elle pourrait même, ensuite, redonner la parole au peuple pour décider de son avenir.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire